



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

Mars 2020

EDITORIAL

En RDC, tout comme dans d'autres pays sur la planète, le Coronavirus COVID-19 sévit et fait la une de l'actualité. Depuis quelques jours, Kinshasa a commencé à compter ses morts. Même si, comparativement à d'autres lieux, le nombre des décès paraît minime, il est une évidence : le mal est là et il tue....

Le Gouvernement a pris des mesures de restriction des espaces d'interaction sociale comme les bars, les restaurants, les écoles, les centres sportifs et... les églises. Pour une fois, les églises et leurs faiseurs des miracles se taisent et observent comme tout le monde la voix de la raison.

La population panique depuis la fermeture des frontières avec les pays voisins car ceci a comme effet d'augmenter les prix des denrées alimentaires, du carburant et de mettre encore plus la population précarisée dans une situation de grande pauvreté.

Les Kinnois commencent à restreindre leurs sorties, mais comment faire dans un pays où parfois une famille de plus de 6 personnes vit dans une même pièce ? Lorsque certaines cours (parcelles) à Kinshasa contiennent plus de 50 personnes ? Lorsque sans électricité, il n'est pas possible de faire des réserves alimentaires de vivres frais ? Lorsque le repas du soir est conditionné au gain de la journée qui oblige les sorties ?

Le télétravail est aussi très difficile (et donc une utopie) puisque la plupart des quartiers ne sont pas desservis de manière régulière en électricité et que les gens n'ont pas d'unités (crédit de téléphone) pour communiquer et d'endroit calme pour travailler.

Et comment faire une campagne de prévention alors que l'eau est parfois rationnée et de qualité médiocre. Dans plusieurs quartiers c'est souvent vers 2h du matin que l'eau du robinet coule et à ce moment plusieurs personnes doivent s'entasser pour espérer chacun puiser une quantité suffisante.

De manière collective, tout le monde à Kinshasa est conscient du coronavirus. Mais simplement les approches varient. Face aux images de l'Europe, surtout d'Italie, débordée, la majorité de gens pensent que seule la providence les sauvera et rien d'autre et c'est le facteur chance qui est mis en avant.... D'abord, le Corona est perçu comme maladie des « riches » et des « politiciens » (c'est eux qui voyagent). Pour les autres, ils sont convaincus que l'épidémie de grippe de novembre et décembre (très violente) était déjà du CORONA.... Alors ils banalisent et sont fatalistes.

En tant que force de la société civile, la MLK agit aux côtés de ses membres et partenaires pour renforcer la solidarité aussi bien nationale qu'internationale face au COVID-19. Solidarité qui passe par la sensibilisation et le soutien aux plus fragiles.

Danny SINGOMA, PCA de la MLK

LA RDC A DECRETE L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE

COVI-19 EN RDC MESURES PREVENTIVES

Dans un discours à la Nation, le président Félix Tshisekedi a annoncé une série de mesures mises en place pour faire face à l'épidémie du Coronavirus qui frappe la République démocratique du Congo.

Sur le plan international, il est décidé :

Suspension de tous les vols en provenance de pays à risque et des pays de transit. Seuls les avions et les cargos et autres moyens de frets seront autorisés à atterrir sur toute l'étendue de la RDC et tout leur personnel sera soumis au contrôle.

Sur le plan interne :

- Interdiction de tout Rassemblement de plus de 20 personnes sur le lieu public, en dehors du domicile familial.
- Fermeture des écoles, universités et instituts supérieurs dès ce jeudi
- Suspension de tous les cultes
- Suspension des activités sportives.
- Interdiction de l'ouverture de discothèque, bars, café et restaurants.
- Interdire l'organisation de deuils dans des salles. Les dépouilles seront conduites de la morgue jusqu'au lieu d'inhumation.



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

COMMUNIQUE DE LA DYNAMIQUE PROGRESSISTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN RAPPORT AVEC LA PANDEMIE COVI-19 EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le CENADEP, le Réseau PRODDDES, la Maison de la Laïcité de Kinshasa, le CATSR, la Plateforme Syndicale UFF, PASCO et SOLIDARCO, réunis au sein de la Dynamique progressiste de la société civile congolaise, suivent de très près la situation du Coronavirus COVID-19 en RDC, en Afrique et partout dans le monde et ne restent pas indifférents face au développement de cette pandémie ainsi qu'aux moyens mis en œuvre par le gouvernement congolais pour y faire face.

Tout en saluant les mesures décrétées par le Président de la République de la RDC, la Dynamique Progressiste de la Société Civile attire l'attention de l'opinion en général, du Gouvernement central, des gouvernements provinciaux, des partenaires bi et multilatéraux sur la potentialité de la gravité de la situation dans un pays où les structures sanitaires aussi bien publiques que privées ne sont pas à la hauteur de contenir le débordement de cette pandémie. Mais malgré tout, un espoir existe car le personnel médical et scientifique congolais a su démontrer, plus d'une fois, sa capacité à faire face à des graves crises épidémiologiques comme EBOLA, quand il est mis dans des conditions optimales de travail. Le Pr. Jean-Jacques MUYEMBE, reconnu pour son travail contre EBOLA se voit confié la Cellule de la riposte du COVID-19.

A ce jour, alors que la RDC enregistre plus au moins 35 cas positifs déclarés et 2 décès officiels, il est à rappeler que ces chiffres sont uniquement ceux de la seule ville de Kinshasa disposant jusque-là des possibilités de diagnostic fiable. Les autres villes et villages de la RDC ne se limitant qu'au prélèvement de la température faciale. Lubumbashi vient d'annoncer 2 cas suspects non encore confirmés. L'INRB (Institut National de Recherche Biomédicale), à Kinshasa, est la seule structure de dépistage en RDC où doivent être envoyés, pour analyse, tous les échantillons du pays.

Outre la problématique de la réponse sanitaire, la RDC est confrontée à la précarité sociale et économique d'une grande partie de sa population qui vit au jour le jour et principalement d'activités informelles. Cela

interpelle sur le désarroi causé par l'arrêt, bien que salubre, des bars, restaurants et autres petits commerces, secteurs qui renferment un grand nombre de personnes jeunes grâce auxquels plusieurs familles se nourrissent.

La population n'étant pas confinée à domicile, le déplacement des passagers se fait par des moyens de transport consacrant une grave promiscuité, bien le Gouvernement provincial de Kinshasa y a limité le nombre de personnes à bord.

La desserte en eau et en électricité pose problème dans plusieurs quartiers et agglomérations où le coût du gel hydroalcoolique n'est pas à la portée de tous. Ceci complique la possibilité de lavage régulier des mains. Certaines autorités locales essayent de suppléer à la carence en mettant en place des points publics de lavage des mains.

Progressivement, grâce aux informations et communications aussi bien du gouvernement que de la société civile, bien qu'incomplète et usant parfois des canaux peu accessibles comme twitter et Facebook, la population prend conscience de cette pandémie mais reste butée à la réalité de la survie quotidienne. La possibilité de réaliser des provisions alimentaires demeure faible et les prix des denrées de base ne cessent de s'envoler. La RDC vivant des produits importés qui ont déjà anéanti son agriculture locale, la bonne mesure de fermeture des frontières fait malheureusement grimper les prix. La distanciation sociale n'est pas acquise dans plusieurs endroits comme les distributeurs de billets, les arrêts de bus, etc. Les prisons sont pleines et les détenus y vivent souvent des apports des familles, amis et connaissances dont les visites sont désormais interdites. Ce tableau ainsi dépeint appelle à une responsabilité collective et à des réponses aussi bien circonstancielles que structurelles et durables.

Ainsi, la Dynamique Progressiste de la société civile, tout en militant pour le civisme de la population, le respect



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

des mesures officielles et la prise en charge sociale et économique des vulnérables, lance un appel pressant :

1. Au Président de la République et aux Gouvernements national et provinciaux, de :

- Renforcer la capacité des hôpitaux et centres médicaux de Kinshasa et de toutes les provinces à pouvoir réaliser des tests localement, avec le concours de l'INRB ;
- Améliorer, harmoniser et renforcer la communication entre le *Task force* de la Présidence, la Cellule de riposte et le Ministère de la Santé au niveau national et provincial, autour de cette pandémie et éviter de créer le doute dans le chef de la population par la multiplicité des pôles d'informations ;
- Harmoniser les points des vues des scientifiques congolais et étrangers sur la mise en place d'un protocole efficace notamment en ce qui concerne la chloroquine et autres thérapies ;
- Associer les organisations de la société civile aux mécanismes de gestion de la crise et principalement à la communication, l'éducation et la sensibilisation de la population ;
- Recourir rapidement à certaines expertises externes et à des organismes sanitaires des pays tels que le Cuba et la Chine qui ont démontré leur savoir-faire dans la gestion de cette pandémie ;
- Mettre en place rapidement un fonds de solidarité nationale susceptible de soutenir économiquement la population et principalement les tenants de l'économie populaire solidaire ;
- Doter le personnel médical ainsi que les policiers et militaires mobilisés, des moyens devant les mettre à l'abri de la contamination et de la corruption ;
- Prendre des mesures nécessaires pour encadrer les prix des aliments et produits sanitaires face aux commerçants véreux qui veulent bien exploiter cette crise ;
- Renforcer le contrôle et les mesures sanitaires à toutes les entrées et sorties du territoire national ainsi que sur les axes internes de transport des voyageurs terrestres, aériens, lacustres et fluviaux ;

- Renforcer les mesures de prévention en limitant au maximum, dans chaque ville, les déplacements non essentiels de la population ;
- Renforcer les systèmes de santé fondés sur la solidarité et les acteurs qui en sont parties intégrantes (dont la société civile) ;
- Renforcer la lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics et canaliser une grande partie des fonds récupérés pour l'amélioration de l'Hôpital Public ;
- Militer pour une coopération régionale et concertée de lutte contre les pandémies et de renforcement des systèmes sanitaires nationaux.

2. Aux Partenaires à la Coopération

- Soutenir le Gouvernement congolais dans sa réponse à la pandémie notamment en termes de dépistage et de prise en charge des malades et des structures sanitaires ;
- Renforcer la capacité de l'OMS à dégager des moyens et du personnel nécessaires pour assister les équipes de soignants congolais qui sont compétents vu les autres pandémies auxquelles ils font face ;
- Accompagner en urgence le Gouvernement congolais pour un véritable plan d'investissement dans des structures sanitaires et dans la formation du personnel soignant.

3. Aux Organisations sœurs dans le monde

- Renforcer la solidarité avec les organisations de la société civile congolaise notamment dans le développement d'approches innovantes de prévention, de communication et d'opérationnalité en tant de crise sanitaire

Fait à Kinshasa, le 23 mars 2020

Danny SINGOMA : 0990023637 ;
singomadk@gmail.com ; MASUDI WAKILONGO :
0824683838 wakilongo@gmail.com ; JOLI APEMA :
0999666679 apemajoli@yahoo.fr ; Anne Marie
MAMBOMBE : 0998136893
am_mambombe@yahoo.fr ; Jean Pierre KIMBUYA :
0818113449 jpkimbuya@yahoo.fr ; Michel LAY :
0990811208 pasco.ong@gmail.com



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl



Solidaris



Tous ensemble pour stopper le #coronavirus.

Solidaris engagée aux côtés de son partenaire congolais, PASCO, lance un appel à renforcer les systèmes de santé et à assurer l'efficacité de la veille sanitaire... en Afrique en général, en Afrique Centrale et en RDC, en particulier.

Alors que la lutte contre la pandémie du coronavirus est au cœur de l'attention dans le monde entier, que les décideurs politiques se mobilisent afin de déployer des réponses coordonnées, reposant sur une « unité d'action », et que les dernières informations disponibles font état de la diffusion en Afrique avec, notamment, sept cas en République Démocratique du Congo - RDC, la Mutualité belge, Solidaris, se joint à son partenaire congolais, l'ONG PASCO afin de lancer un appel à mettre en œuvre et à poursuivre sur le long-terme des mesures concrètes en vue de l'amélioration des conditions de vie et de santé de toutes les citoyennes et de tous les citoyens.

De fait, nous sommes confrontés, actuellement, à des défis majeurs et nous ne pouvons pas nous limiter à y apporter des solutions ponctuelles.

Pour un « passage des mots aux actes », nous proposons quelques axes stratégiques s'articulant autour de l'objectif de « Renforcer »...

- Renforcer les systèmes de santé fondés sur la solidarité et les acteurs qui en sont parties intégrantes (dont la société civile) ;
- Renforcer les programmes de sensibilisation, d'information, de prévention y compris de dépistage ;
- Renforcer les capacités nationales, régionales et internationales de gestion et les partenariats ;
- Et, *in fine*, renforcer les moyens financiers.
Des fonds doivent être disponibles pour contrer les épidémies et les urgences sanitaires mais, également, pour parvenir à un changement durable en faveur de la couverture santé universelle⁽¹⁾.

Seules des stratégies collectives et concertées vont nous permettre de surmonter l'état d'urgence mondiale et de sauver les vies humaines.

Dans le prolongement de la déclaration de Kinshasa effectuée lors de la mission des forces progressistes et laïques de janvier 2020⁽²⁾, **Solidaris insiste** sur l'urgence d'un véritable plan d'investissements dans des structures sanitaires et dans la formation du personnel soignant et **lance un appel** aux organisations internationales comme la Commission européenne et à la Coopération belge pour y répondre...

(1) Avec le soutien de Solidaris, PASCO mène plusieurs projets de promotion de la santé, de prise en charge médicale et d'assurance santé solidaire.

(2) À l'occasion d'une visite officielle de quatre jours, du 13 au 16 janvier 2020, à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo - RDC, une délégation franco-belge pluraliste, Mutualités (Solidaris et VYV), Syndicat (FGTB), ONG (Solsoc), Forces progressistes laïques (LHAC, Groupe S&D du Parlement européen), s'est engagée à soutenir l'acte citoyen et politique de son Président en faveur de l'Etat de droit, aux côtés du peuple congolais... Avec une ambitieuse feuille de route pour « plan d'action ».

Communiqué de presse.

Date : Mercredi 18 mars 2020.

Contact : pasco.ong@gmail.com.

Pour de plus amples informations : <https://1drv.ms/u/s!As-1hgkaRN8ygSERDmQ9qsLnuyG9?e=2CbYJ7>.

Pose de la première pierre de la Maison de la Laïcité de Kinshasa



La date du 15 janvier 2020 restera gravée à jamais dans les annales de l'histoire de la Maison de la Laïcité de Kinshasa. Elle est témoin de la pose de la première pierre au lieu où sera érigé le siège de la Maison de la Laïcité de Kinshasa. Cet événement s'est déroulé en présence de plusieurs personnalités congolaises et leurs homologues venus de la Belgique et de la France. Ainsi, l'on a pu observer la présence, entre autres, de Pierre Galand (LHAC), Frédéric Kabongo (H&S), Danny Singoma (MLK et CENADEP), Bernard Lututala (GOC), Thomas Lelo (MLK), Véronique Wemaere et Sylvie Demeester (SOLSOC), Alain Coheur et Martini Hagiefstratiou (SOLIDARIS), Marc Tarabela (Parlement européen), Jean Pierre Kimbuya (UFF), Anne-Marie Mambombe (SOLIDARCO), Michel Lay (PASCO), Henri Charpentier (IDL), Robert Verteneuil (FGTB), Thierry Baudet (Groupe, VYV), Koffi l'Architecte, etc.

Cet édifice abritera une salle de conférence, une bibliothèque, une salle de lecture, des salles de formation et des bureaux. Les travaux de construction seront exécutés pour une durée d'un an, affirme Pierre Galand, président de LHAC et parrain du projet.

Ce lieu hautement attractif donnera à la MLK un nouveau souffle dans son ambition de s'affirmer en tant qu'espace de dynamisation de la société civile congolaise et de promotion des valeurs de la laïcité en République Démocratique du Congo





Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

« Appel de Kinshasa »...
L'engagement des acteurs de
l'Action progressiste laïque à
soutenir les développements en
faveur d'un État de droit
en République Démocratique du
Congo.

Une décennie s'achève... Une autre
débute...

Avec une sensibilité toute
particulière, celle de la
commémoration du soixantième
anniversaire des indépendances en
Afrique et en RDC en particulier...

La commémoration des indépendances offre l'opportunité de réaffirmer le partenariat qui unit l'Afrique et l'Europe, afin de rassembler nos forces et de faire de l'« Agenda 2030 » et des « Objectifs de Développement Durable - ODD » une réalité.

Le temps d'agir est venu,
2020 constitue une année charnière,
avec une volonté politique forte de
la République Démocratique du
Congo pour parvenir à une
transformation... sociale.

Notre alliance des forces de l'Action progressiste laïque œuvre à un changement depuis de nombreuses années : eu égard aux différents chantiers initiés, nous devons concrétiser les droits économiques et

sociaux qui sont, étroitement, imbriqués aux droits politiques et civiques.

À travers le monde, les urgences ne cessent de se manifester, la seule voie est la confirmation du « Pacte social, économique, écologique, environnemental » fédérant l'ensemble des forces vives de la Nation mais également d'un « contrat social global » à l'échelon international...

Dans des temps marqués par un néolibéralisme qui s'est propagé à travers le monde, le gouvernement congolais se présente comme un pionnier prônant un tel « pacte » et un véritable changement de paradigme, avec un programme présidentiel ambitieux en faveur du développement socio-économique et, notamment, les vingt piliers qui le sous-tendent comprenant l'accès gratuit à une éducation de qualité, la couverture santé universelle, la promotion de l'emploi et de la jeunesse, la démocratie et l'implication de la société civile.

Les avancées atteintes en RDC vont jouer un rôle pivot, pour l'avenir de l'Afrique mais aussi de l'Europe.

Notre « Déclaration »...

À l'heure de 60 ans des indépendances pour plusieurs pays africains dont la RDC, un parcours long et difficile qui met en lumière, aujourd'hui plus que jamais, l'importance du rôle des



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

organisations de la société civile dans la conquête des espaces de liberté, de démocratie, de solidarité, de respect de l'État de droit et d'émancipation à travers des droits humains universels dont les droits sociaux.

Fiers des combats menés par nos sœurs et frères congolais,

Saluant l'engagement des Hautes-Autorités de la RDC pour le progrès social au bénéfice des citoyennes et des citoyens et envisageant un séquençage dans le temps,

Nous, Mutualité, Syndicat, Forces Progressistes et Laïques, souhaitons renforcer notre engagement historique, de manière structurelle et durable, de cœur, aux côtés de la société civile congolaise mais, également, des autorités congolaises...

1. En matière de cohérence des politiques, de transversalité, de bonne gouvernance, de démocratie et d'alliance entre les objectifs et les moyens...

Nous plaidons pour que :

1.1. Toutes les politiques visent à favoriser la bonne gouvernance, la stabilité et la cohésion sociale, lesquelles sont nécessaires au développement économique et social.

1.2. Des prises de décisions inclusives facilitent les accords relatifs aux

politiques socio-économiques et consistent à garantir que ces politiques soient équitables et équilibrées.

1.3. Une part toujours croissante du budget de l'État soit allouée aux investissements publics et sociaux. Les ressources - moyens mobilisés et affectés doivent être pérennes et en adéquation avec les ambitions sociales et environnementales.

1.4. Forts de la conviction que la protection sociale universelle et la couverture santé universelle qui en est partie intégrante sont finançables, les ressources domestiques y ayant trait s'appuient sur différents fondements dont : le passage de l'économie informelle à l'économie formelle, le recours à des « financements innovants et durables », des sources provenant, entre autres, du secteur minier et un système fiscal équitable basé sur une redistribution des richesses.

1.5. L'articulation entre les différents dispositifs conçus et mis en œuvre dans le cadre d'une vision globale permettent de dépasser les « silos », allant au-delà du « multi-sectoriel » par l'« inter-sectoriel ».

1.6. Les bailleurs de fonds internationaux et régionaux respectent les décisions politiques nationales et inscrivent leurs interventions en cohérence avec celles-ci.



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

1.7. Une concertation continue avec les organisations de la société civile congolaise et leur implication dans toutes les phases de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques de développement socio-économique.

1.8. Un encadrement du développement du mouvement syndical soit effectif.

2. En matière de « Travail Décent »...

Nous soutenons :

2.1. Des politiques ayant trait aux droits au travail, au respect et à l'application des conventions de l'Organisation Internationale du Travail - OIT, à des revenus permettant de vivre dans la dignité (avec l'application de l'accord sur le salaire minimum interprofessionnel garanti - SMIG) et à l'accès à une protection sociale durable, en particulier pour les jeunes et les femmes.

2.2. L'identification et le déploiement des solutions innovantes, fondées sur le dialogue social et la concertation sociale, ainsi que sur la consultation citoyenne, répondant aux besoins divers des acteurs opérant dans l'économie informelle, qui peuvent garantir efficacement la protection sociale universelle et faciliter leur transition vers l'économie formelle.

2.3. Un cadre législatif pour l'économie sociale, avec une définition claire de ses valeurs et de ses caractéristiques distinctives de même que son application effective. S'y greffent, dans les politiques et les actions entreprises, une promotion et une facilitation des initiatives de l'économie sociale, avec des activités génératrices de revenus pouvant contribuer au financement de la protection sociale et une formalisation de l'économie.

3. En matière de « Protection Sociale Universelle - PSU », de « Couverture Santé Universelle - CSU » et de la reconnaissance du mouvement mutualiste de même que de sa contribution...

Nous affirmons :

3.1. La reconnaissance de la protection sociale universelle comme priorité nationale qui nécessite pour sa réalisation :

- La mise en place des systèmes (de protection sociale) durables, complets et fondés sur les droits, comprenant des régimes contributifs et non contributifs qui garantissent des socles de protection sociale pour tous tout au long du cycle de la vie et donnent progressivement accès à des niveaux de prestations plus élevés ;
- L'implémentation de stratégies d'extension de la protection



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

sociale qui s'appuient sur l' « articulation » entre divers mécanismes, avec les mutuelles comme « partie prenante » ;

- Un travail de pédagogie et de sensibilisation à mener auprès des citoyennes et des citoyens.

3.2. Plus spécifiquement :

- La mise en œuvre et le renforcement de dispositifs légaux reconnaissant les mutuelles de santé et leurs spécificités. Ces dispositifs doivent être mis en place par des mesures d'application, garantissant la viabilité de mutuelles du point de vue institutionnel, technique, financier et fonctionnel ;
- L'amélioration et le renforcement des politiques concernant les mécanismes et les initiatives de prévention, l'offre de soins et les infrastructures, l'offre et la demande étant étroitement imbriquées ;
- Dans la mesure où la qualité de l'offre est acceptable et les cotisations sont équitables (c'est-à-dire fonction de la capacité contributive), l'adhésion obligatoire pour en arriver à une universalité de la protection ;

- L'éradication des épidémies du VIH / SIDA, de la tuberculose et du paludisme, l'accès aux services de planification familiale et une approche intégrée de la santé tout au long du cycle de vie.

La réponse aux enjeux précités étant indissociable d'une prise en charge globale et, par ailleurs, d'un partage des bonnes pratiques et d'une capitalisation à l'échelle du continent africain ;

- L'étroite imbrication entre « Migration et développement », la diaspora représentant un acteur clé à associer.

4. En matière d' « Enseignement » et d'« Éducation populaire et citoyenne Nous insistons sur :

4.1. L'urgence de renforcer l'école officielle et son accès à toutes et à tous. L'école publique gratuite est une priorité pour bâtir la citoyenneté de demain.

4.2. L'importance du travail de pédagogie et de formations de la société civile, des militantes et des militants, sur des thématiques liées aux valeurs républicaines, telles que la démocratie, la citoyenneté, la laïcité, la culture, mais aussi sur des questions sociales, telles le syndicalisme, la protection sociale, l'environnement et la



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

prévention du VIH/SIDA, avec plus largement l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS).

5. En matière de « Laïcité »...

Nous considérons :

5.1. Une action de veille et de sensibilisation afin d'assurer le maintien et la promotion de la laïcité au sein d'une société traversée par des courants religieux et par des menaces d'intolérances aux frontières.

« La loi est là pour protéger la foi mais la foi n'est pas là pour imposer la loi », Henri Pena-Ruiz.

5.2. La levée des mauvaises interprétations qui entourent le concept de laïcité, principe d'émancipation, et le dépassement des jugements à l'emporte-pièce, par un travail de pédagogie de même que par un appui au développement et à la participation des citoyennes et des citoyens.

6. En matière de « Liberté d'expression » et de « Liberté des médias »...

Nous demandons :

6.1. La (re-)valorisation de la liberté d'expression comme fondement, pierre angulaire, de la démocratie et pilier de toutes les libertés civiles et les journalistes des protections essentielles à l'exercice de leur profession.

Les citoyennes et les citoyens congolais doivent disposer d'une information transparente et accessible.

7. En matière de « Droits de l'enfant » et de « Protection de l'enfant »...

Nous appuyons :

7.1. Un travail social de rue, à l'encadrement et au développement de réseaux comme des dispositifs opérationnels, innovants et efficaces, à promouvoir pour s'attaquer à la problématique des enfants vivant dans les rues et les espaces publics.

8. En matière de « Développement durable » et de « Gestion durable des ressources »...

Nous recommandons :

8.1. La mise en place de politiques et de directives contraignantes pour les entreprises, en collaboration avec les pays membres de l'Union européenne, pour faire respecter les droits humains et la protection de l'environnement.

8.2. La diffusion de mécanismes porteurs tels que l'économie du recyclage plastique et, plus généralement, l'économie circulaire.

8.3. La convergence des luttes qui est déterminante, « La meilleure façon de lutter contre les changements climatiques, c'est de lutter contre la pauvreté. Si les paysans de la RDC



Kinshasa Laïque

Bulletin de liaison de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, MLK asbl

coupent la forêt, c'est parce que c'est leur seul moyen de subsistance. Si on les aide à sortir de la pauvreté, ils arrêteront de couper les arbres. ».

8.4. Plus particulièrement, au regard du secteur minier, l'indispensable adéquation entre les dispositions des codes minier et du travail et, leur application cohérente.

9. En matière d' « Agriculture »...

Nous privilégions :

9.1. La voie de l'économie sociale et de ses organisations, par le développement de synergies « Coopératives - Mutuelles - Associations ».

9.2. Des pratiques agricoles durables basées sur le système d'agriculture familiale.

10. En matière d'« Égalité des genres (face aux violences basées sur le genre, etc.) »...

Nous prônons :

10.1. Le renforcement de la participation politique et civique des femmes.

10.2. Face à la persistance des normes genrées stéréotypées, l'adoption des stratégies visant à agir sur les trois dimensions du changement, le niveau individuel, le niveau socioéconomique ou communautaire (famille, école, communautés) et le niveau institutionnel et, *in fine*, à « déconstruire les stéréotypes sexistes » par un changement des mentalités.

Notre combat est commun et, nous, les mouvements sociaux, sommes plus forts ensemble, pour une société de la cohésion et de la justice sociales, où la paix, l'intérêt général, le vivre-ensemble, la participation, la tolérance, les investissements dans l'Humain et le bien-être collectif priment.

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. », Sénèque.

Solidaris - Union Nationale des Mutualités Socialistes – UNMS.

**Jean Pascal Labille
Secrétaire Général**

Fédération Générale des travailleurs de Belgique - FGTB.

**Robert Vertenueil
Président**

Solsoc.

**Véronique Wemaere
Directrice générale**

Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale - LHAC.

**Pierre Galand
Président**

Groupe VYV

**Thierry Beaudet
Président**